

Les banquiers centraux ont la main...

Marchés Financiers

BOURSE AMERICAINE : Les investisseurs américains sont dans l'expectative... Les trois principaux indices boursiers américains ont terminé la séance d'hier en ordre dispersé, mais avec des mouvements limités. Le S&P 500 a fini dans le vert, après avoir fluctué toute la journée dans un couloir de + ou - 5 points autour des 2 785 points. Il a terminé la journée en hausse de 5 points à 2 787, soit + 0,2%. Le Dow Jones est resté quasiment stable, à 25 321 (- 2 points, soit - 0,01%), alors que le Nasdaq Composite a enregistré une hausse plus nette, de 0,6%, à 7 704 (+ 44 points). Le VIX est resté quasiment stable à 12,34 (- 0,08%). Les investisseurs sont soulagés de la « réussite » du sommet entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. Mais les volumes traités sont restés faibles, les investisseurs restant prudents avant les annonces des banques centrales, à partir de ce soir. De plus, l'administration américaine doit se prononcer, d'ici vendredi, sur les détails des droits de douanes supplémentaires sur des produits importés de Chine.

Valeurs : L'action Tesla a gagné 3,2% après l'annonce d'une réduction de 9% des effectifs du groupe, soit 4 000 postes, pour améliorer sa rentabilité. Selon la société, ces mesures ne devraient pas affecter la montée en cadence de la production du Model 3. L'accord entre la Corée du Nord et les Etats-Unis et l'abandon des manœuvres militaires dans la région a pesé sur les actions des entreprises du secteur de la défense : Raytheon (- 2,8%), Lockheed Martin (- 1,3%) et Northrop Grumman (- 1,5%) ont fini la journée en baisse. Selon la presse, Exxon Mobil développerait ses activités de courtage d'énergie afin d'améliorer sa rentabilité. L'action AT&T a terminé la séance en hausse de 0,5%, alors que les investisseurs attendaient la décision du tribunal sur la fusion de l'opérateur télécoms avec le groupe de média Time Warner (+ 0,05%). Après bourse, en électronique, le titre AT&T est en recul de 2,8%. Le juge américain a donné son feu vert à un achat inconditionnel de Time Warner par AT&T, soit une fusion de 85 Mds \$. Annoncée fin 2016, celle-ci devrait être effective le 20 juin au plus tard. Dans ses attendus de jugement de 170 pages à l'issue de près de sept semaines de procès, le juge fédéral Richard Leon accorde une victoire totale à l'entreprise contre l'administration Trump. Il a aussi tenté de dissuader le gouvernement de faire appel, soulignant qu'un nouveau retard serait gravement dommageable aux deux entreprises.

BOURSES ASIATIQUES : Les principaux marchés boursiers de la région Asie-Pacifique sont en baisse ce matin. Profitant, une nouvelle fois, du recul du yen face au dollar, l'indice Nikkei 225 fait exception, avec une hausse de 0,5%. La bourse de Tokyo a notamment été soutenue par une forte hausse du secteur automobile (Toyota + 1,5%, Honda + 1,2%). Le Kospi coréen est proche de l'équilibre (- 0,05%). L'indice composite de la bourse de Shanghai recule de 0,5% et le Hang Seng cède 0,6%. Pour sa reprise de cotation, après deux mois de suspension, l'action ZTE chute de 39,6% à Hong-Kong, sur un plus bas de 13 mois. L'action de l'équipementier ne fait toutefois pas partie de l'indice Hang Seng. La bourse australienne est en recul de 0,6%.

CHANGES & OBLIGATAIRE : Sur le marché des changes, la devise européenne recule légèrement face dollar avant les réunions de politique monétaire du Fed et de la BCE. Peu après la clôture de Wall-Street, l'euro valait 1,1750 \$ contre 1,1784 \$ lundi soir. Le dollar s'est également apprécié face à la devise japonaise à 110,36 yens, contre 110,03 yens la veille. Le billet vert s'est redressé en cours de séance après la diffusion d'un article du Wall Street Journal selon lequel le président de la banque centrale américaine Jerome Powell envisagerait de donner des conférences de presse après chaque réunion du FOMC. Actuellement, les investisseurs n'anticipent des hausses de taux que lorsqu'une réunion est suivie d'une conférence de presse du président du FOMC. Les banquiers centraux ne parviennent pas à persuader les

investisseurs de la possibilité de changements de politique monétaire lors des autres réunion du Comité. Dans ces conditions, sur les 8 rencontres annuelles, 4 sont inutiles en termes de décision de politique monétaire. Ainsi, les réunion seraient systématiquement suivies d'une conférence de presse, ce qui est interprété sur les marchés de changes par la possibilité de plus de hausse de taux directeurs ces prochains mois. Une anticipation renforcée par la publication hier des chiffres sur les prix à la consommation, qui ont poursuivi une modeste progression en mai, mais dont le glissement sur un an est à 2,8%, au plus haut depuis 2012. Le marché des changes est par ailleurs resté globalement impassible face au sommet historique entre Donald Trump et Kim Jong Un. Le marché obligataire américain a fini la journée quasiment stable, avec un taux à 10 ans à 2,957% -contre 2,952% la veille- et un taux à 30 ans à 3,096% -contre 3,094% lundi soir.

PETROLE : Les cours du pétrole ont terminé la séance américaine en ordre dispersé. Le contrat de juillet sur le WTI a gagné 26 cents, soit 0,4%, à 66,36 \$ le baril. Le Brent a en revanche reculé de 58 cents (- 0,8%) à 75,88 \$, affecté notamment par la fermeté du dollar face à un panier de devises et par la , toute realtive, faiblesse de l'euro. L'OPEP a révisé ses projections sur le marché pétrolier mondial pour le deuxième semestre 2018 : la demande est révisée à la baisse de 500 000 barils par jour, à 33,3 mlns bpj, tandis que l'offre est revu à la hausse de 2 mlns bpj du fait de l'activité soutenue aux Etats-Unis, de la mise en production de projet aux Brésil et d'un retour à leur pleine capacité de production d'installations canadienne. L'OPEP indique aussi que les stocks des pays développés fin avril étaient inférieurs de 26 millions de barils à leur moyenne sur cinq ans, alors qu'ils étaient supérieurs de 340 millions de barils en janvier 2017. Mais, dans son rapport mensuel, l'OPEP souligne une « grande incertitude » sur l'évolution du marché du pétrole au second semestre. La tonalité de ce document donne à penser que le cartel des exportateurs n'est pas pressé d'assouplir son accord d'encadrement de l'offre en vigueur depuis janvier 2017 lors de sa réunion la semaine prochaine. De son côté, L'EIA américaine a revu en baisse sa prévision de croissance de la production de pétrole aux Etats-Unis l'année prochaine. Elle s'attend désormais à une augmentation de 970 000 bpj de la production américaine de brut en 2019, qu'elle prédit à 11,76 mlns de bpj, contre une progression de 1,14 mln de bpj à 11,86 mlns bpj précédemment. L'EIA ne pense plus que la production américaine atteindra un record de 12 mlns bpj au quatrième trimestre 2019. Du côté de la demande, l'ageance américaine s'attend à une croissance de la consommation de pétrole de 530 000 bpj cette année aux Etats-Unis, à 20,41 mlns de bpj. Elle prévoyait auparavant une hausse de 500 000 bpj.

News clefs

Le département américain du Commerce a annoncé des droits antidumping et des droits compensateurs sur les olives espagnoles, estimant que celles-ci ont bien été subventionnées et vendues à des prix inférieurs à leur valeur réelle de 16,88% à 25,50%.L'ultime décision reviendra néanmoins à la commission américaine du commerce international (ITC). Celle-ci doit trancher sur le dossier le 24 juillet, a précisé le département du Commerce.

La première ministre britannique Theresa May a évité, hier, un risque lors de l'examen de son projet de loi sur le *Brexit* : l'amendement qui aurait donné au Parlement un droit de veto sur le résultat des négociations avec Bruxelles a été rejeté. Les députés ont rejeté par 324 voix contre 298 cet amendement qui aurait octroyé au Parlement le pouvoir de renvoyer le gouvernement à la table de négociations si l'accord obtenu avec Bruxelles ne lui convenait pas. Sur un autre sujet qui pose problème, la possibilité de maintenir le Royaume-Uni dans l'union douanière, l'exécutif semble avoir trouvé un arrangement avec sa majorité, avec un amendement de compromis qui sera soumis au vote aujourd'hui.

La question migratoire génère des tensions au sein du gouvernement d'Angela Merkel sous la forme d'un profond désaccord entre la chancelière et son ministre de l'Intérieur, le conservateur bavarois Horst Seehofer qui voulait présenter une réforme en profondeur et restrictive concernant l'accueil des demandeurs d'asile. Faute d'un accord avec Angela Merkel, celui-ci a dû reporter sine die son plan. Principal point de friction : le refoulement à la frontière allemande réclamé par M. Seehofer des migrants ne disposant pas de papiers vers les voisins de l'Allemagne, une idée catégoriquement rejetée par Mme Merkel au nom de « la primauté du

droit européen sur le droit national ».

Focus économique

ETATS-UNIS : PRIX A LA CONSOMMATION (MAI)

Les prix à la consommation ont progressé de 0,2% au mois de mai et de 2,8% sur un an. Les prix de biens énergétiques ont augmenté de 0,9% sur le mois et les prix alimentaires sont restés stables. Le noyau dur de l'indice a également progressé de 0,2% par rapport au mois précédent. Sur un an, sa progression dépasse encore les 2%, à 2,2% exactement. Dans le détail, le prix moyen de l'essence a augmenté de 1,7% sur le mois et les prix des médicaments de 1,4%. Les autres composantes affichent des hausses plus modestes, comme le coût de l'habitat (+ 0,2%), les de transport (+ 0,4%), ces derniers étant modérés par le recul des prix des voitures d'occasion (- 0,1%) et des billets d'avion (- 1,9%). Les prix des voitures neuves ont augmenté de 0,3% en mai. Globalement, cet indicateur est conforme aux attentes du consensus. Cet indice des prix n'est pas celui retenu comme référence pour le Fed pour son objectif d'inflation. Mais en rythme annuel de progression semble s'installer durablement au-dessus des 2%.

Recherche économique et Stratégie

Christian Parisot

Jean-Louis Mourier

Head of Global Research

Economic Research

☎ 01 53 89 53 74

☎ 01 53 89 54 46

✉ cparisot@aurel-bgc.com

✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-matériel mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2018, Tous droits réservés.